L'Europe S.A.R.L.

Partage international n° 13 – Septembre 1989

La promesse qu'en 1992 toutes les frontières seront balayées est exhibée devant les résidents de la communauté européenne comme un gros lot.

A cette date tous les citoyens des douze nations européennes auront la possibilité de voyager d'un pays à l'autre, d'y travailler et d'y avoir accès service sociaux et, quelle que soit leur origine, d'avoir leurs diplômes reconnus.

Ces règles doivent former la base de ce qui devrait être l'intégration d'une Europe démocratique. L'intégration, l'harmonisation, l'unification et la co-opération — des objectifs sur lesquels on ne peut trouver à redire. Néanmoins, Maitreya a, à plusieurs reprises, mis en garde contre le processus de l'européanisation désormais mis en route. Quelle objection pourrait avoir Maitreya contre l'harmonisation et la coopération ? La réponse est évidente — aucune. Le problème cependant est, qu'en réalité, la communauté européenne vise actuellement d'autres buts: l'établissement, par exemple, d'un bastion économique qui, avec le pouvoir d'achat considérable de ses 320 millions d'habitants, formerait de loin le plus important marché d'échange dans le monde. Ce n'est pas sans raison que le Japon et l'Amérique, concernés par leurs propres intérêts, suivent ces développements avec inquiétude.

L'harmonisation européenne a pour but principal la création d'un paradis pour l'industrie et le commerce. L'ouverture des frontières pour les peuples, les services, les biens et les capitaux, doit assurer que les produits européens soient amenés aux consommateurs là où ils se trouvent sans qu'il y ait entraves, et sans que les contrôles douaniers et les réglementations servent à empêcher les concurrents étrangers de pénétrer le marché.

Si les projets actuels sont mis en place les états membres délégueront une grande partie de leur autorité à Bruxelles et à Strasbourg où les décisions communautaires seront prises par la commission européenne. Au sein de ces nouvelles normes, le processus de la fusion des entreprises qui dépasse les frontières nationales et qui concentre la puissance économique serait davantage stimulé, et l'influence du travailleur, du citoyen et du consommateur serait réduite en proportion.

Les supporters de la « nouvelle Europe » mettent en avant les avantages du marché libre, et réaffirment l'importance de la doctrine tant connue que le maximum de liberté pour les plus forts amène automatiquement plus d'avantages pour les plus faibles. La véracité de cette affirmation n'a jamais été prouvée, le contraire étant plutôt est vrai. Pendant des années, la banque mondiale et le fond monétaire internationale ont préconisé que lorsque les riches s'enrichissent, cela profite aux pauvres. Cette théorie s'applique plus particulièrement à l'économie des plus faibles. Si c'était le cas, l'Afrique aurait automatiquement bénéficié de l'expansion de l'économie mondiale dans les années 80, la plus longue période de croissance que le monde ait jamais connue. En vérité, la plupart des pays africains ont eu une détérioration dramatique de leur économie et ce sont les plus pauvres parmi eux qui ont le plus souffert de cette politique de *laissez-faire*. La liberté est un principe important mais, si elle est appliquée sans responsabilité, seuls ceux qui tiennent les rênes de l'économie y gagnent. Ceux qui mettent en place l'Europe de 1992 donnent l'impression de se désintéresser de ces vérités.

Pourquoi ? Parce que les droits sociaux et les acquis culturels sont en train d'être relégués à une place très secondaire dans les préparatifs concernant cette nouvelle utopie européenne. Certes, on parle d'un manifeste social dans lequel, espérons-le, un certain nombre de règles et de droits sociaux élémentaires pourront être établis. Mais l'enthousiasme est beaucoup moins fort dans ce domaine que pour les projets purement économiques.

Le premier ministre Margaret Thatcher, en particulier, résiste avec toute la force dont elle est capable à l'idée des droits sociaux. Elle est convaincue que toute forme de réglementation se ferait au détriment du potentiel inhérent au monde économique et, par conséquent, aux possibilités d'emploi et donc finalement aux travailleurs.

Ce raisonnement peut être réfuté, comme l'expérience de la Suède le démontre. C'est un fait, aucun pays dans le monde ne possède un système de service sociaux d'un niveau et d'une qualité

comparables à ceux de la Suède. L'économie suédoise est en parfaite santé et on trouve toujours du travail. L'exemple suédois prouve qu'un bon système de droits sociaux n'affaiblit pas nécessairement le marché du travail, mais agit en fait comme une force stabilisatrice. Un employé n'est pas seulement un chiffre sur un compte de pertes et profits, mais plutôt un individu avec un but et des sentiments, dont la motivation dans le travail et dans la société est directement liée à son bien-être. En Europe, seul le système social hollandais peut être comparé à celui de la Suède. Ce n'est certainement pas une coïncidence si un récent sondage fait parmi les citoyens des pays industrialisés révèle que c'est précisément en Suède et en Hollande que les êtres sont les plus satisfaits de leurs conditions de vies. C'est une grande erreur de penser que les facteurs qui font un marché libre, s'il n'y a pas d'entraves sociales, aboutiront inévitablement à servir les intérêts de toute la communauté. Car si c'était le cas, comment expliquer le nombre considérable de pauvres, même dans les pays les plus riches, la destruction effroyable de l'environnement, le taux de criminalité en augmentation constante, les incidents et les suicides provoqués par la drogue, la dégradation des grandes villes ?

Il est évident qu'un pouvoir absolu dans les mains d'un gouvernement n'est pas non plus la solution, comme la situation actuelle dans le bloc de l'Est le démontre. Ni la règlementation ni la dé-règlementation, ne sont en elles-mêmes une panacée pour tous les maux de la société. Les deux systèmes, à l'Est comme à l'Ouest, sont coupables à plus ou moins grande échelle, de la même erreur fondamentale: celle de traiter les gens comme des pions sur un échiquier économique. Une personne n'est pas un élément économique fixe, mais plutôt un être culturel et social et, ne l'oublions pas, avant tout un être spirituel.

C'est avant tout le rejet de cette vérité qui a provoqué l'aliénation de l'homme moderne, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Vue sous cet angle, l'« Europe 1992 » est une nouvelle menace pour ses citoyens. C'est un fait évident que personne ne se passionne pour la création de ce bloc si ce n'est un petit mais puissant lobby, formé de politiciens et d'hommes d'affaires. Leur projet pour cette nouvelle forme de marché commun montre clairement leur attente quant à l'abaissement des coûts et l'augmentation des gains, mais peu ou aucune considération n'étant donnée au niveau culturel et social de l'Europe.

C'est pourquoi, il est évident que Maitreya considère cette sorte d'unification comme une atteinte indésirable à l'identité propre des états membres et de leurs citoyens. La coopération et la lutte pour des intérêts communs sont très différentes d'une transformation de l'Europe en S.A.R.L dirigée par des hommes d'affaires en tant que principaux actionnaires.

Thématiques : politique
Rubrique : Editorial